petit guide de nos droits

Production Audiovisuelle

Au cours des réunions entre monteuses son, des revendications ont été émises. Après examens des textes et concertations avec les syndicats, force est de constater qu'un certain nombre est déjà acté dans les textes officiels et n'est pas systématiquement appliqué par méconnaissance des intéressés. L'objet de ce petit guide est de vous les rappeler. À vous de revendiquer vos droits et de les faire appliquer.

contrats de travail

Convention collective
titre V,
contrat de travail,
article 2.2.
formalisme

L'embauche d'un salarié en CDD d'usage fait l'objet d'un écrit établi en double exemplaire, dont un est remis au salarié **lors de son embauche, ou au plus tard dans les quarante-huit heures suivant l'embauche**. Le contrat de travail est conclu dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le contrat de travail comporte impérativement les mentions suivantes :

[...]

- La **durée minimale** du contrat de travail dès lors que celui-ci prend fin à la réalisation de son objet, ou la date de fin de contrat s'il s'agit d'un contrat à durée déterminée à date fixe ;
- La date de début du contrat et la période d'emploi :
 - s'il s'agit d'un contrat à temps plein, il sera fait mention de la période d'emploi allant de la date d'embauche à la date de fin de contrat, cette dernière étant donnée à titre indicatif car le contrat prendra fin à la réalisation de son objet ;
 - s'il s'agit d'un contrat avec des périodes de travail discontinues, celles-ci seront communiquées au salarié.

salaires

Au 1er janvier 2014, les salaires minima bruts garantis sont, pour une **semaine de 39h** :
chef monteur spécialisé : **1328,18€**
assistant monteur spécialisé : **916,64€**

Convention collective
titre IV,
fonctions, salaires et ancienneté
article 2.1.
nature du contrat de travail

Lorsque le contrat de travail (CDDU) a une **durée égale ou inférieure à 4 jours**, le salaire minimum journalier applicable est déterminé, pour prendre en compte l'accroissement de précarité qui en résulte, en divisant par 4,5 le salaire minimum hebdomadaire correspondant.
Salaires minima bruts **journaliers**, pour une journée de 8h :
chef monteur spécialisé : **292,95€**
assistant monteur spécialisé : **203,70€**

Lorsque le contrat de travail (CDDU) à plein temps a une **durée égale ou supérieure à trois mois** consécutifs, le salarié est rémunéré sur une base mensuelle. Le salaire minimum mensuel applicable est obtenu en multipliant le salaire hebdomadaire par 3,8. [...]
Salaires minima bruts **mensuels**, pour des semaines de 39h :
chef monteur spécialisé : **5009,45€**
assistant monteur spécialisé : **3483,22€**

heures supplémentaires

Convention collective
titre VI,
durée du travail,
articles 8.1 et 8.3.
heures supplémentaires

Les heures supplémentaires sont les heures de travail accomplies **à la demande de l'employeur** au-delà de la durée légale du travail.

Pour les contrats de plus de 5 jours :

La rémunération des heures supplémentaires est majorée dans les conditions suivantes :

- 25 % au titre de chacune des huit premières heures supplémentaires ;
- 50 % à compter de la 9^{ème} heure supplémentaire.

Pour les contrats d'une durée inférieure à cinq jours, la rémunération des heures de travail effectuées pour un même jour au-delà de huit heures est majorée dans les conditions suivantes :

- 25 % de la 9^{ème} à la 11^{ème} heure ;
- 50 % la 12^{ème} heure. (dans cette convention collective, la durée de travail journalière maximale est de 12 heures)

VI.8.4

..... indemnités repas

Convention collective
titre X,
transports et défraiements,
article 4.
indemnités de repas et
d'hébergement

[...] Sous réserve du maintien d'usages plus favorables en vigueur, les salariés qui ne sont pas en déplacement bénéficient de **titres restaurant** ou d'un avantage équivalent.

[site de l'urssaf](#)

Pour information, au 1er janvier 2016 :
- valeur du titre restaurant ouvrant droit à exonération, comprise entre 8,95€ et 10,74€
- exonération maximale patronale : **5,37€**

..... indemnités de transports

[site de l'Urssaf](#)

La participation de l'employeur aux frais de transport public est **obligatoire**.

L'employeur doit prendre en charge 50 % du prix des titres d'**abonnements** souscrits par ses salariés pour leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail accomplis au moyen de services de **transports publics** tels que métro, bus, tramway ou train. Sont également concernés les services publics de **location de vélo**.

Convention Collective
titre X,
transports et défraiements,
article 3.4.
pendant la post-production

Pendant la post-production, l'indemnité de trajet est limitée à 50% de l'**abonnement** en transport en commun (coupon hebdomadaire ou mensuel de la carte orange [sic!] pour la région parisienne) ou à 50% de leur **titre de transport** (ticket de métro, billet de train...) lorsque la durée du contrat ne couvre pas de période d'abonnement.

Lorsque le lieu de travail n'est pas desservi normalement par les transports en commun, le salarié perçoit des indemnités kilométriques au tarif exposé au X.3.2. (page 71 de la Convention collective)

NB : Un justificatif est nécessaire pour le remboursement.
L'employeur n'a pas obligation de rembourser les frais kilométriques pour les transports en véhicules personnels.

..... dimanche

Convention Collective
titre VI,
durée du travail,
article 9.
travail le dimanche

La production audiovisuelle est une activité dans laquelle le Code du travail autorise le travail du dimanche. [...]

Les heures travaillées le dimanche seront majorées à hauteur de **50%**.
Cette majoration se cumule, le cas échéant, avec la majoration pour heure supplémentaire.

..... jours fériés

Convention Collective
titre VII,
congés,
article 2.2.
jours fériés chômés

[...] Pour les salariés en CDDU, lorsqu'un jour férié chômé, qui n'est ni un samedi ni un dimanche, tombe entre deux jours travaillés, et que le contrat de travail a une durée supérieure à **deux semaines révolues**, ce jour est **rémunéré** (sans majorations pour jour férié).
Conformément à l'article L.222-1-1 du code du travail, le jour férié chômé payé est décompté pour 7 heures sur le bulletin de paie.

Convention Collective
titre VII,
congés,
article 2.3.
jours fériés travaillés

L'employeur a la possibilité de prévoir qu'un jour férié soit travaillé. Dans ce cas, le salarié est rémunéré dans les conditions suivantes :
a) le 1er mai : rémunération à **300%** de son salaire pour un jour non férié ;
b) les 1er janvier, 14 juillet, 15 août, 1er novembre, 11 novembre, 25 décembre [...] : rémunération à **200%** de son salaire pour un jour non férié ;
c) les lundi de Pâques, 8 mai, jeudi de l'Ascension : rémunération à **150%** de son salaire pour un jour non férié.
Ces majorations se cumulent avec celles afférentes aux heures supplémentaires ; elles sont calculées sur la base du tarif horaire.

sources : Convention Collective de la Production Audiovisuelle du 22 février 2010,
à consulter, sur le site de l'AFAR, ou du SPIAC-CGT.